



Du jardin ouvrier au jardin familial est-allemand : de la culture ouvrière à la culture précaire

Anne-Marie Pailhès

► To cite this version:

Anne-Marie Pailhès. Du jardin ouvrier au jardin familial est-allemand : de la culture ouvrière à la culture précaire. Culture ouvrière /Arbeiterkultur Mutations d'une réalité complexe en Allemagne du XIXe au XXe siècle, Presses Universitaires du Septentrion, pp.209-222, 2011, Mondes germaniques, 978-2-7574-0210-8. hal-00735719

HAL Id: hal-00735719

<https://hal.science/hal-00735719>

Submitted on 11 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Du jardin ouvrier au jardin familial est-allemand : de la culture ouvrière à la culture précaire

Lorsqu'on rencontre aujourd'hui des lotissements de jardinets faisant l'objet d'une organisation collective, une situation qui ne manque certainement pas de se produire dans la région du Nord-Pas de Calais, le terme spontané qui continue à nous venir aux lèvres est celui de « jardin ouvrier ». Cependant, si on vient à s'intéresser de plus près au sujet, il apparaît que ce terme n'est plus du tout usité pour la désignation officielle de ce type d'espace. Pour être politiquement correct, il faut désormais mentionner les « jardins familiaux » et autres « coins de terre », puisque l'organisation internationale régissant les espaces de ce type s'intitule depuis sa création en 1926 « Office International du Coin de Terre et des jardins familiaux ». Après la Seconde guerre mondiale, le terme de « jardins ouvriers » a été remplacé par celui de « jardins familiaux ». Cette remarque lexicologique portant sur la langue française vaut également, et même de façon encore plus explicite, pour la langue allemande : il ne viendrait plus à l'esprit de l'un des quelque 1 300 000 jardiniers allemands de parler de leur « Arbeitergarten » ; même en RDA, qui se présentait officiellement comme l'« Etat des ouvriers et des paysans », le terme n'était plus en usage et avait été remplacé par celui de « Kleingarten » qui met simplement l'accent sur la taille modeste de l'entreprise, sur son aspect réconfortant de miniature au sein d'un plus vaste espace collectif, alors qu'en français, le « jardin familial » renvoie aux racines françaises du phénomène, ancré à l'origine dans la pensée de la démocratie-chrétienne.

Peut-on déduire de cet indice que ce qui fut l'une des traductions les plus visibles dans le paysage de la « culture ouvrière » allemande a disparu pour faire place à un espace socialement nivelé et indéterminé ? C'est à cette question que je tenterai de répondre à partir d'un exemple-type, celui du « Kleingarten » en Allemagne de l'Est. Il servira à appréhender certains aspects de l'évolution du milieu ouvrier en Allemagne de l'Est depuis 1990.

Du « Schrebergarten » au « Kleingarten »

Pour situer cet exemple, il est cependant nécessaire de revenir sur l'histoire de ce phénomène, typiquement allemand par bien des aspects. D'un d'un point de vue strictement

historique, le premier terme, unique en Europe, qui s'est imposé pour désigner ce jardin n'est pas celui de « jardin ouvrier », mais celui de « Schrebergarten » du nom du docteur Schreber, censé avoir eu l'une des premières initiatives en ce sens. Le Schrebergarten, terme encore parfois utilisé », avait cependant été précédé par le « Armengarten » : le premier ensemble de jardins pour les pauvres a été fondé en 1816 à Kappeln an der Schlei dans le Schleswig. C'est cependant le « Schrebergarten » qui s'est imposé et qui est considéré comme un véritable lieu de mémoire allemand¹ depuis l'article d'Hermann Rudolph dans l'ouvrage de 2001, *Deutsche Erinnerungsorte*. Le docteur Schreber (1808-1861) a en effet donné son nom, à titre posthume, en 1865, à ces jardins aménagés en bordure de la ville de Leipzig. L'activité agricole des ouvriers dans les jardins ne représentait qu'une partie de son programme social qui avait pour principal objectif la lutte contre l'alcoolisme. Les jardins ouvriers de la Croix Rouge autour de Berlin, apparus au tournant du siècle, peuvent quant à eux être replacés dans la continuité idéologique de l'œuvre du docteur Schreber : des « dames patronnesses » issues de la bourgeoisie avaient mission d'éduquer les classes populaires dans ce cadre. En France, il faut attendre la fin du XIXe siècle (1896) pour que l'abbé Lemire, député de Hazeubrouck, crée la Ligue du Coin de Terre, dont le jardin ouvrier fut finalement la réalisation la plus importante d'un programme « terrianiste » aux objectifs beaucoup plus larges à l'origine.

Pendant les dernières décennies du XIXe siècle, à Berlin, la crise du logement poussa les sans-abris à se loger à la périphérie de la ville dans des cabanes, plus ou moins tolérées par les autorités, qui y mettaient régulièrement bon ordre pour éviter la diffusion de foyers d'« anarchie ». Les spéculateurs immobiliers y trouvaient leur compte en s'octroyant le monopole d'approvisionnement de ces « colonies », en boissons par exemple. Les ouvriers allemands qui avaient occupé des terrains et s'y étaient construits des cabanes provisoires, car ils ne savaient où loger, eurent au fil du temps le désir de s'organiser pour défendre leur droit à ne pas être expropriés. Les « Kleinlaubenkolonien » berlinoises étaient donc tout à fait différentes de leurs homologues de Leipzig ou du Nord de la France et même des jardins de la Croix-Rouge créés à partir de 1900 dans la région de Berlin ; elles résultaient d'une initiative spontanée, de la misère liée à l'industrialisation et à l'exode rural. Les « Vereine », les associations qui naquirent au XIXe siècle, étaient souvent proches des cercles sociaux-démocrates. Puis les jardins furent aussi le terrain d'expérimentation sociale d'autres mouvements du début du XX^e siècle, comme les naturistes, les « *Lebensreformer* »

¹ Rudolph, Hermann, „Der Schrebergarten“, in: *Deutsche Erinnerungsorte*, Band III, Hrg. E. François und H. Schulze, München, Beck, 2001, p. 363-381.

végétariens, écologistes avant l'heure, qui fondèrent près de Berlin (à Oranienburg) une colonie de jardins, « *Eden* », destinée à produire des fruits dans le cadre d'une coopérative.

L'étude de leur histoire fait ressortir deux aspirations à l'origine des jardins dits ouvriers ; la comparaison entre la France et l'Allemagne conforte cette analyse. D'une part, le souci philanthropique de la doctrine sociale, qui, à la différence de ce qui se passe en France, n'est pas du tout porté en Allemagne par l'Eglise ou les Eglises, mais par des initiatives individuelles (les philanthropes de Leipzig, certains patrons d'usine) et institutionnelles (la Croix Rouge). D'autre part, principalement à Berlin, l'organisation d'ouvriers de la base, qui, participant à l'exode rural, s'entassaient à la périphérie des grandes villes où ils ne trouvent pas à se loger.

Toute l'ambiguïté du « jardin ouvrier » se retrouve à ses débuts et accompagnera son évolution ultérieure et sa réputation. Pour les uns, il ne sera qu'un lieu de contrainte sociale octroyé par un geste empreint de paternalisme ; pour les autres, il demeurera un lieu de lutte sociale et de solidarité.

Les dirigeants de la zone soviétique d'occupation puis ceux de la RDA ne retiendront que la dimension individualiste du jardin. L'histoire de ces jardins entre 1933 et 1945 avait occulté leur fonction antérieure de foyer de contestation politique. Les ouvriers sociaux-démocrates et communistes en avaient été expulsés. On connaît l'épisode concernant Ernst Thälmann, dénoncé par un voisin des amis qui le cachaient dans un abri de jardin où il s'était réfugié. Une partie des « *Lebens- und Bodenreformer* » (végétariens prônant une nouvelle forme de vie, agrariens favorables au partage des terres), des anti-alcooliques, des « *Heimatschützer* » s'étaient ralliés sans peine aux idées nazies. A la fin de la guerre, les associations de jardiniers étaient complètement contrôlées par les nazis, comme en témoignent les photos conservées qui montrent le drapeau à la croix gammée flottant sur toutes les colonies de jardins. Les associations de jardiniers étaient, elles aussi, sous la coupe du NSDAP et prêtes à fournir des vivres pour l'effort de guerre.

Après guerre, le jardinage amateur était donc considéré comme une occupation honorable pour sa fonction vivrière, mais méprisable du point de vue politique. Le jardin était devenu le lieu de retrait politique de l'ouvrier qui, en consacrant son temps libre à la culture des légumes, se soustrayait à l'activité politique. Le jardinage était l'expression d'une conception Biedermeier de l'existence, d'un repli sur la sphère privée et d'une dépolitisation. Mais il ne faut pas oublier que ce jugement politique servait la cause du développement économique, comme ce fut le cas aussi dans les autres pays d'Europe : dans les années 1970, des lotissements entiers de jardinets firent place dans les villes à des programmes

immobiliers. A Berlin-Est, 332 lotissements sur 601 disparurent entre 1957 et 1975². Il faudra attendre les années 1980 pour que l'image de marque du jardin change en R.D.A. En Europe de l'Ouest, cette revalorisation eut lieu à la même époque, alors que commençait la crise économique et s'éveillait une conscience écologique poussant à un nouveau « retour à la nature ». De petit bourgeois individualiste, le jardinier devint alors l'artisan du socialisme qui participait à l'approvisionnement de la population et apportait une solution partielle à la pénurie endémique en fruits et légumes. Le décret qui entérina cette évolution fut promulgué en 1977 seulement : le VKSK (*Verein der Kleingärtner, Siedler und Kleintierzüchter*)³ n'était alors plus seulement considéré comme une organisation politique de masse, mais devenait un facteur économique qu'il y avait lieu d'encourager. Le jardinier devenait même un privilégié : l'Etat lui achetait à bon prix une partie de sa récolte (le jardinier n'avait d'ailleurs pas la possibilité de refuser). Celle-ci était mise en vente dans les magasins à des prix subventionnés par l'Etat, moins élevés que ceux qui avaient été payés au producteur ! Paradoxalement, le jardin né de la pauvreté des ouvriers était devenu en RDA objet d'envie et privilège social. Le nombre des jardins augmenta beaucoup au cours des années 1980 : de 620 000 en 1977, il passa à 814 000 en 1987⁴. A juste titre, Peter Warnecke analyse ainsi cette évolution : « *Les jardiniers amateurs de la RDA ne se différencient pas fondamentalement de ceux qui avaient des jardins d'usine à la fin du XIXème siècle : le souci d'augmenter la production est dissimulé sous le geste philanthropique* »⁵. Le jardin jouait un rôle de soupape sociale dans un pays où les possibilités de loisirs étaient plus réduites que dans la société occidentale de consommation de masse. Aux yeux de certains, le jardin est-allemand fut l'un de ces lieux typiques de la « *Nischengesellschaft* » caractéristique de la RDA : on y organisait des fêtes, on y tissait des liens sociaux importants avec ses voisins.

Le jardin organisé reste le lieu emblématique d'une société aux couches sociales bien distinctes, il continue d'être associé dans l'imaginaire à la culture ouvrière. Edgar Wibeau, Le héros de Ulrich Plenzdorf dans *Die neuen Leiden des jungen W.* (1973) est apprenti et s'est réfugié dans la „Laube“ d'un jardin berlinois promis à la destruction. Son usage du jardin est cependant subversif : ce lieu auparavant très encadré est devenu un territoire à la marge,

² Peter Warnecke, *Laube Liebe Hoffnung – Kleingartengeschichte*, Wächter Verlag, Berlin, 2001, p 223.

³ Fondée en 1959, cette association rassemblait non seulement les jardiniers, mais aussi les apiculteurs, les éleveurs de lapins, de chiens et de chats de race, de chèvres, de moutons et d'oiseaux.

⁴ Warnecke, *op.cit.*, p. 205

⁵ *Idem*, p. 237.

proche de la disparition, de même que le héros, auparavant un apprenti modèle, quitte la société ordinaire pour se consacrer à l'art.

Evolution des jardins est-allemands depuis l'unification

La société de la RDA, à la veille de l'unification, se caractérisait encore par ce que les sociologues nommaient des « déficits de modernisation ». Alors qu'en 1989, le secteur tertiaire l'emportait en RFA sur les secteurs primaire et secondaire, en RDA, les secteurs primaire et secondaire employaient encore 61% des actifs⁶. En moins de vingt ans, la part du secteur secondaire est ensuite passée en Allemagne de l'Est de 50% à 25 % des actifs, pour atteindre à peu près le même chiffre qu'en Allemagne de l'Ouest (26 %) ; dans le même temps, la part du secteur primaire est passée de 11 à 2,9 % (2,1% à l'Ouest). Les changements politiques et sociaux liés à l'unification ne pouvaient épargner le Kleingarten est-allemand.

Vingt ans après son unification, l'Allemagne est encore le pays d'Europe qui compte le plus de jardins de ce type selon les statistiques les plus récentes : 1 300 000 contre sans doute environ 120 000 en France. Comme chaque jardin est fréquenté par plusieurs personnes, on peut considérer qu'environ quatre millions d'Allemands ont accès à un jardin familial à l'heure actuelle, soit à peu près 5% de la population – et des électeurs.

La carte de répartition des jardins en Allemagne fait apparaître que le goût pour ces jardins dans des structures collectives est beaucoup plus marqué à l'Est qu'à l'Ouest. En 1987, 53% des foyers est-allemands disposaient d'un jardin ou terrain de week-end⁷. Une étude de 1997 en recense 610 000 dans les nouveaux Länder où 3,6 % des habitants ont un jardin familial, donc on peut supposer que plus de 10% de la population est concernée par cette activité (contre 3 ou 4 % à l'Ouest).

La première évolution d'ordre structurel a concerné les organismes de gestion des jardins. Comme les autres organisations de masse, le VKSK était amené à disparaître après l'unification. Il s'est dissous peu à peu au cours des six premiers mois de 1990, remplacé par des associations régionales créées dans chaque nouveau Land. Ces associations ainsi que celle de Berlin-Est fondèrent, le 7 juillet 1990, le VGS (*Verband der Gartenfreunde und Siedler*) qui chapeautait toutes les organisations de la RDA. Cette union a permis la transition jusqu'en

⁶ Geissler, Rainer, *Die Sozialstruktur Deutschlands*, Wiesbaden, 2008. Voir la publication en ligne du même auteur sur le site de la Bundeszentrale für politische Bildung.

⁷ Chiffre cité par Harry Tisch, président du syndicat de la RDA, le FDGB, rapporté par Wilhelm Bleek dans son article *Kleingärtner, Kleintierschützer und Imker, eine exemplarische Nische in der DDR und deren Zukunft*, in : *Minderheiten und Übersiedler aus der DDR*, Hrg. Dieter Voigt und Lothar Mertens, Berlin, Duncker Humblot, 1992, p. 67-100.

1993, date de sa dissolution. En 1991 et 1992, les associations de Berlin-Est et Berlin-Ouest s'unifièrent. Entre 1991 et 1995, les associations régionales des nouveaux *Länder* adhèrent à l'organisme fédéral allemand, le *Bundesverband Deutscher Gartenfreunde (BDG)*⁸. Une nouvelle association indépendante, ayant pour objectif de défendre les intérêts spécifiques des Allemands de l'Est, vit le jour : le VKSG (*Verband der Kleingärtner, Siedler und Grundstücksnutzer e.V.*), fondé en juillet 1995 ; elle reste cependant tout à fait minoritaire et surtout cantonnée à la région berlinoise ; elle entretient des liens privilégiés avec le parti Die Linke. L'immense majorité des locataires de jardins familiaux (il existe environ 10 250 associations locales de jardins familiaux dans les nouveaux *Länder*⁹) sont maintenant représentés par l'union fédérale (BDG).

Cependant, les jardiniers est-allemands continuent à cultiver leur spécificité. Leur émoi a surtout été suscité dans les années 1990 par l'application à l'ex-RDA de la législation ouest-allemande, en l'occurrence du *Bundesklingartengesetz*. Cette loi interdit aux locataires de faire construire des habitations sur leurs parcelles et d'y passer la nuit. La taille des « cabanes » (*Lauben*) est limitée à 24 m². Il est obligatoire de consacrer au moins un tiers de la surface à la culture des fruits et légumes – pour éviter que les jardins deviennent un simple lieu de repos et que leurs locataires les détournent de leur fonction économique et sociale d'origine. Or les autorités est-allemandes avaient fermé les yeux depuis plusieurs décennies sur l'élection de domicile dans les jardins, devenue peu à peu légale. Après de longs débats juridiques, on ajouta au *Bundesklingartengesetz* un article supplémentaire, le paragraphe 20b, qui stipule que la situation contractée légalement avant le 3 octobre 1990, du temps de la RDA (construction de bâtiments) reste légale. Cet article est entré en vigueur le premier janvier 1995. A l'heure actuelle, il existe autant de jardins familiaux à l'Est qu'à l'Ouest de l'Allemagne (la densité en jardins y est donc trois fois plus élevée). Les Allemands de l'Est sont représentés de façon paritaire dans les associations nationales.

La place importante qu'occupent les jardins dans les plans d'occupation des sols en fait des surfaces très convoitées, tant par les communes que par d'autres propriétaires sensibles à la sirène des promoteurs immobiliers. En RDA, la disparition progressive de certains lotissements de jardins résultait de la politique officielle de « construction du

⁸ Les étapes de cette unification sont relatées dans le dossier « 5 Jahre gemeinsame Verbandsentwicklung », in : *Der Fachberater, Fachzeitschrift für das Kleingartenwesen, für Grünpolitik und Umweltschutz*, November 1995, S. 186-201.

⁹ Chiffre cité dans la réponse du gouvernement fédéral au PDS le 21 mars 2001. *Antwort der Bundesregierung auf die Kleine Anfrage der Abgeordneten Dr. Evelyn Krenzler, Roland Claus und der Fraktion der PDS*. Drucksache 14/5643

socialisme ». En Allemagne de l'Est, après l'unification, la situation ressemblait à celle qui avait aussi mené à la disparition des jardins à l'Ouest. Les associations de jardiniers ont dû déployer un arsenal juridique pour se protéger. L'association de Potsdam, par exemple, a été obligée de louer les services d'un avocat pour l'assister dans ses démêlés avec la ville. Elle a gagné son procès contre la ville de Potsdam pour sauver certaines parcelles (1994).

A Berlin ou Potsdam, ces associations ont essayé de gagner des partis politiques à leur cause, organisant des réunions autour d'une bière matinale avec des responsables (« *politischer Frühschoppen* »). Il semble que seul le PDS se soit, à l'époque, montré sensible à la cause des jardiniers, ne sous-estimant pas le vivier électoral qu'ils représentaient. La lecture de la *Märkische Gärtnerpost* (organe de l'association des Jardiniers de Potsdam, tiré à environ 10000 exemplaires) révèle que les hommes politiques des autres partis, à l'exception du SPD, ne répondaient pas à ces invitations. Le PDS a même créé un cercle de réflexion consacré à ces questions (*AG Erholungsgrundstücke und Kleingartenwesen*) et présenté un programme aux revendications claires en ce domaine pour les élections de 2002. Ce cercle de réflexion continue à interpeller le gouvernement fédéral au sujet des jardins par l'intermédiaire de députés de Die Linke.

Les changements structurels n'ont cependant pas entamé l'identité de cet aspect incontournable et spécifique de la vie quotidienne en Allemagne de l'Est que représente le « Kleingarten ». Il continue d'être à certains égards un bastion du sentiment communautaire hérité de la RDA ; malgré toutes les contraintes de vie collective qu'il implique, il porte encore la marque d'une culture sinon ouvrière, du moins populaire.

Le jardin comme emblème de la culture ouvrière

Le metteur en scène Roland Bruns, auteur de *Parzelle Paradies*, ne s'y est pas trompé : le microcosme d'une « colonie » l'a intéressé en tant que système fermé qui a ses propres règles et contraintes (règlement à respecter, obligation de participer aux tâches collectives, de désherber régulièrement, de tondre la pelouse, etc...). Dans sa brochure de présentation, il cite Claude Lévi-Strauss (dans *l'Anthropologie Structurale*) : selon celui-ci, le plan d'un village ne reflète pas l'organisation d'une société mais un modèle d'organisation abstrait présent à l'esprit de chacun. Le jardin serait l'image abstraite d'une organisation à l'allemande dont les traits autoritaires sont indéniables.

Les détracteurs des jardins mettent l'accent sur la dimension très autoritaire de la vie des jardiniers en leur sein. La conception d'un certain ordre apparaît dans le vocabulaire

spécifique de son organisation : chaque allée a un « Wegeobmann », un gardien qui veille à ce que chacun respecte le règlement et arrache l'herbe devant sa porte. Dans la pièce de théâtre de R. Bruns, un « Wegeobmann » a pour charge de guider les spectateurs/visiteurs et les harcèle sans cesse pour qu'ils respectent le règlement. Régulièrement, le « Vorstand » c'est-à-dire la direction de la « colonie », fait une ronde pour vérifier que personne ne contrevient à l'ordre établi. Avoir un jardin dans ce type de communauté implique aussi de faire en quelque sorte partie d'une « brigade » de travail, de participer plusieurs fois par an à des travaux d'utilité collective, une contrainte parfois mal perçue et qui rappelle à certains les « subbotniki » obligatoires de la RDA. Cependant, la vision du jardin comme structure autoritaire, ou pour le moins comme dispositif contraignant, ne doit pas occulter les autres interprétations. Les sociologues françaises Florence Weber et Séverine Gojart par exemple proposent une autre analyse de cette manifestation de la culture ouvrière : « L'ordre et la propreté du jardin sont la preuve de la valeur, morale cette fois, du jardinier. En milieu ouvrier, un jardinier 'qui se respecte' et qui se fait respecter ne cultive pas seulement des légumes exceptionnellement savoureux [...] ou abondants. Il fait surtout un beau jardin, bien aligné, parfaitement désherbé, en un mot impeccable : sous couvert d'y produire des légumes, il y met en œuvre et il y fait grandir sa propre respectabilité. Le potager propre est l'analogue masculin de la maison bien tenue, vitrine des vertus féminines »¹⁰. Cette interprétation rejoint celle de Regina Bittner, sociologue spécialiste des milieux ouvriers, auteurs de plusieurs études sur les anciens ouvriers de la région de Bitterfeld. Selon elle, le jardin est l'une des facettes de la vie économe (« sparsames Leben ») caractéristique du milieu ouvrier ; elle analyse aussi le jardin comme lieu de vie sociale et lieu rigide. La permanence de l'adhésion à des modèles rigides d'ordre (« rigide Ordnungsmuster ») renvoie, selon elle, surtout à la peur de la déchéance sociale d'un milieu qui n'a plus de travail mais dont les liens sociaux et l'identité proviennent encore de cette sphère¹¹.

L'obligation, à notre époque encore, de consacrer un tiers de la surface du terrain aux cultures vivrières semble très pesante à nombre de jardiniers qui préfèrent que leur jardin ne soit plus lieu de labeur, mais de détente. La fin de la RDA a signifié l'adieu définitif aux

¹⁰ In: „Les potagers en France aujourd'hui“, *Cent ans d'histoire des jardins ouvriers 1896-1996 La Ligue Française du Coin de Terre et du Foyer*, sous la direction de Béatrice Cabedoce et Philippe Pierson, Créaphis 1996, Grânes, p. 145-146.

¹¹ Bittner, Regina, „Sparsames Leben – Ambivalenzen des Umwelthandelns in ostdeutscher Arbeiterkultur“, in Hofmann, Michael, Maase Kaspar, Warneken Bernd Jürgen, *Ökostile. Zur kulturellen Vielfalt umweltbezogenen Handelns*. Marburg, Arbeitskreis Volkskunde und Kulturwissenschaften e.V., 1999, p. 65-86.

pénuries, aux conserves et aux confitures maison, au potager ouvrier à fonction essentiellement ouvrière. Le jardin reste pourtant un pilier de la vie sociale de l'ex-RDA, du célèbre « Gespräch über den Zaun » aux fêtes diverses, privées ou collectives, qui continuent de rythmer la vie des colonies les plus actives.

Comparaison des analyses de 1998, 2003 et 2008

En 1998, le ministère allemand de l'aménagement du territoire a fait paraître une étude très approfondie sur les jardiniers amateurs allemands¹². Elle donne une image précise des jardins allemands, et fournit encore des données séparées pour les Länder de l'Ouest et ceux de l'Est. Cinq ans plus tard, au cours de l'été 2003, j'ai réalisé une étude à partir d'un questionnaire adressé à des particuliers et aux associations régionales. En 2008, le même ministère a de nouveau publié une étude approfondie sur le même sujet¹³. La comparaison des résultats des trois enquêtes permet de cerner les évolutions principales des dix dernières années dans les jardins est-allemands. Lors de mon étude de 2003, j'ai reçu en tout 149 réponses, de quatre des nouveaux Länder (Brandebourg, Thuringe, Saxe-Anhalt et Saxe) et de Berlin-Est. Les jardiniers contactés par les associations ont répondu avec enthousiasme à mon questionnaire et m'ont envoyé de nombreuses photos de leurs jardins. Le questionnaire a visiblement touché chez eux une corde sensible et éveillé l'impression que l'on s'intéressait à leur passe-temps favori depuis l'étranger, alors que beaucoup se plaignent du désintérêt des politiciens pour leur cause. Cet enthousiasme demande cependant à être nuancé : les personnes contactées par les associations sont souvent les présidents d'associations locales, très actifs et particulièrement engagés.

La plupart de ceux qui ont répondu sont des hommes, sans surprise. Cette prépondérance masculine rejoint l'analyse des sociologues françaises déjà citées pour qui « Le potager est, avec l'atelier de bricolage et le garage, l'espace masculin par excellence : c'est en quelque sorte la vitrine de son activité ». Le sondé type, en Allemagne de l'Est, est effectivement un homme de 50 à 70 ans, ce qui reflète le vieillissement de la population est-allemande. La plupart des jardiniers appartiennent à la génération de ceux qui ont été rapidement mis au chômage après l'unification, avant de bénéficier de la pré-retraite. Interrogés sur les professions actuellement ou anciennement exercées, plus de 24 % sont ou

¹² *Städtebauliche, ökologische und soziale Bedeutung des Kleingartenwesens*, Bundesministerium für Raumordnung, Bauwesen und Städtebau, Bonn 1998, 132 p.

¹³ *Städtebauliche, ökologische und soziale Bedeutung des Kleingartenwesens*, Bundesministerium für Verkehr, Bau und Stadtentwicklung, Bonn 2008, 122 p.

ont été ingénieurs, 16 % ouvriers, près de 30 % se déclarent employés. La profession déclarée est celle qu'ils exerçaient le jour où ils ont conclu un contrat de location de jardin. Le résultat le plus net de cette étude en ce domaine est la sous-représentation des ouvriers qui ne détiennent que 16 % des jardins dans l'échantillon étudié. Ces chiffres montrent nettement que les jardins familiaux ont été peu à peu désaffectés par les ouvriers. Mais il est difficile d'apprécier leur part exacte dans la société est-allemande actuelle. La part des secteurs primaire et secondaire, je l'ai déjà dit, est passée de 61 % en 1989 à 27,9% en 2007 ; mais le secteur industriel regroupait différents types d'emplois, de l'ouvrier au dirigeant d'entreprise. On doit se borner à constater que le jardin était du temps de la RDA et reste encore aujourd'hui le fait des classes moyennes. Cette hypothèse est confirmée par le rapport ministériel de 2008 qui note : « Le niveau de qualification des jardiniers est plus élevé dans les nouveaux Länder que dans les anciens » (p. 69). Cela ne signifie pas que le jardin de ce type n'appartient plus à la culture ouvrière. Une étude de 2008 sur l'appartenance subjective à une couche sociale (« Subjektive Schichteinstufung ») montre encore des différences notables entre l'Est et l'Ouest ; en 2006, 34 % des Allemands de l'Ouest déclarent appartenir à la « couche ouvrière » alors qu'ils sont 52 % à l'Est. Rainer Geissler met cette différence sur le compte de l'écart qui continue d'exister dans le niveau de vie entre l'Est et l'Ouest, et sur celui de la persistance d'une « idéologie ouvrière » de la RDA. Il note qu'un tiers des cadres (« leitende Angestellte ») et des fonctionnaires supérieurs (« höhere Beamte ») se placent eux-mêmes dans la couche ouvrière. On aurait ainsi affaire avec les jardins familiaux à une culture ouvrière à laquelle adhèrent d'autres couches sociales – peut-être à un résidu de culture ouvrière qui cristallise une identité est-allemande parfois niée en haut lieu. Ainsi, à une question posée par les députés du parti Die Linke, le gouvernement fédéral rappelait en mai 2009 que les jardins n'étaient pas le fait de certains groupes sociaux, mais concernaient toutes les couches sociales, 50 % environ d'entre eux appartenant aux petites classes moyennes disposant d'un revenu net allant de 800 à 1800 euros par mois (Kleine Anfrage, 6. Mai 2009¹⁴). Cette réponse voulait nettement éviter une mise en relief de la spécificité est-allemande. L'étude du ministère fait effectivement également apparaître que si 7 % des jardiniers ouest-allemands sont chômeurs, 26 % sont dans ce cas en Allemagne de l'Est.

Effectivement, le jardin reste pour ses locataires un lieu essentiel qui permet le maintien d'un lien social. Parmi les activités pratiquées au jardin, un leitmotiv revient : la conversation entre voisins d'un jardin à l'autre (« *Gespräch über den Zaun* »), les bonnes

¹⁴ Antwort der Bundesregierung, « Erhaltung und Sicherung von Kleingartenflächen », Drucksache 16/12762.

relations entre voisins, la vie sociale qui se déroule dans le cadre de l'association ; même si beaucoup déplorent, sur le ton de l'Ostalgie, le développement de l'égoïsme effréné, la fréquence des situations conflictuelles dictées par l'individualisme de certains. Ils évoquent des changements dans « *L'ego des amis des jardins (la solidarité est moins grande à l'intérieur de la communauté)* » ou « *Les relations des gens entre eux (manque d'harmonie)* ».

Le prisme du jardin révèle toutes les interrogations de la société est-allemande. Il est victime de l'expansion des pavillons avec petit jardin dans les nouveaux Länder, mitant de plus en plus le paysage et rendant moins nécessaire la location d'un jardin. Les barres de HLM socialistes se vident au profit de la transformation de la périphérie des villes en banlieues à l'anglo-saxonne. L'habitant typique d'une « *Neubauwohnung* » (un appartement moderne de la RDA), qui avait un lopin de terre à proximité de son habitation, a tendance à disparaître. Les problèmes démographiques atteignent aussi les jardins : beaucoup de jeunes jardiniers émigrent à l'Ouest pour y chercher du travail. Cette préoccupation revient en particulier dans les témoignages reçus des régions situées près de l'Allemagne de l'Ouest, comme la Thuringe ou la ville de Magdebourg : « *Il est difficile de trouver de jeunes familles pour cultiver les jardins car beaucoup d'entre elles doivent partir en ex-RFA pour chercher du travail, à cause de l'échec des politiciens* ». Un « jeune » (30-50) envisage d'abandonner son jardin : « *Comme je suis au chômage, je serai peut-être obligé de partir dans un autre Land* ». Par ailleurs, le lien est souvent établi dans les réponses au questionnaire entre pauvreté et renouveau des jardins familiaux : plus la situation sociale sera mauvaise, plus une part importante de la population en sera réduite à cultiver son jardin par nécessité économique. Ainsi, dans une réponse collective, l'association de Magdebourg écrit que la culture des légumes, abandonnée en grande partie jusqu'au milieu des années 1990, est à nouveau de plus en plus pratiquée depuis 1995. Plusieurs questionnaires indiquent que celle des pommes de terre, abandonnée après l'unification, est à nouveau à l'ordre du jour en raison de leur prix d'achat. Ces remarques mettent en lumière la fin de l'illusion économique de l'unification et l'installation dans une période de crise de longue durée.

La situation est très variable selon les régions : en certains lieux, les parcelles ne trouvent pas de repreneurs. D'autres associations notent quant à elle une augmentation du nombre des demandes de jardins. Le président de l'association de la région de Meiningen (Thuringe, 25 000 habitants) note avec optimisme : « *Nous comptons 27 associations locales. La demande de parcelles augmente énormément. Sur 1500 parcelles, seules 2 sont vides, les jeunes gens reviennent* ».

Jardins est-allemands et précarité

A l'occasion, le jardin devient un sujet brûlant, objet de nombreuses polémiques. Prenons-en pour exemple le débat sur la place des « Kleingärten », jardins familiaux, dans la réforme Hartz IV qui a redéfini les modalités d'attribution de l'allocation chômage de fin de droit et celle de l'aide sociale, fondues depuis le 1^{er} janvier 2005 en une seule aide nommée Arbeitslosengeld II. Pour en bénéficier, il faut prouver non seulement que l'on ne dispose d'aucune ressource, mais aussi que l'on ne possède pas de biens au-delà d'une certaine limite financière. Dès août 2004, cette mesure a suscité des inquiétudes chez les jardiniers. Pour eux, elle signifiait clairement qu'ils devraient dans certains cas choisir entre, d'une part, conserver leur jardin (dont ils ne possèdent pas le sol, mais la maison et les équipements estimés à un certain montant) et renoncer à l'allocation et d'autre part, renoncer à leur jardin pour toucher l'allocation. Le ministre fédéral de l'environnement, Jürgen Trittin, déclarait à la *Berliner Zeitung* le 16 août 2004 : « Personne ne se verra confisquer son jardin ». Cependant, le 6 septembre 2004, Gerd Andres, secrétaire d'Etat au Ministère de l'Economie et de l'Emploi, a donné une réponse écrite à Gesine Löttsch, députée du PDS, qui lui demandait si les bénéficiaires du Arbeitslosengeld II seraient contraints de vendre leur jardin si sa valeur les faisaient passer dans la catégorie de ceux qui étaient trop « riches » pour toucher l'allocation. M. Andres a répondu clairement que le jardin ne devait pas être considéré comme un type de propriété protégé, mais que la question serait réglée au cas par cas. Ce dernier développement et les réactions des partis, qui, à l'Est, à l'exception du SPD, soutenaient tous les jardiniers (comme M. Milbradt, alors Ministre-président de la Saxe (CDU), qui a reconnu publiquement que confisquer des jardins serait une erreur politique), ont montré que le jardin est-allemand restait un lieu de fort attachement affectif au-delà de classes sociales ; enjeu politique pour les nouveaux Länder, lieu de mémoire et lieu d'identité à la fois géographique et historique, sociale et culturelle.

Les jardiniers est-allemands ont pris conscience, au cours des années 1990, que ce lieu était celui d'une continuité historique et sociale. Dans les institutions, cette prise de conscience a culminé avec, en 1996, l'inauguration du musée de Leipzig et en 2001, l'exposition « Laube Liebe Hoffnung »¹⁵ au Filmmuseum de Potsdam, en marge de la BUGA¹⁶. Mais il est aussi remarquable qu'au sein des associations, nombre d'adhérents aient rédigé des chroniques alors que dans le même temps, les historiens se penchaient dans

¹⁵ « Cabane, amour, espoir », titre d'une chanson de Claire Waldoff.

¹⁶ BUGA : Bundesgartenschau, la plus grande exposition horticole annuelle en Allemagne.

diverses monographies sur l'histoire des lotissements de jardins (en particulier dans les publications du Musée de Leipzig). Il existe par exemple depuis 2001 un „Jahrbuch zur Geschichte des Kleingartenwesens in Sachsen“. On y retrace l'histoire des jardins, mais on s'y penche aussi sur des questions méthodologiques liées à l'écriture de ces chroniques¹⁷. Un colloque a été consacré à cette question en 2002 à Grossenhain et « Der Schrebergärtner », sorte d'almanach consacré à l'histoire des jardins ouvriers en Saxe depuis 2000, est en grande partie composé de rapports du groupe de travail « Histoire des jardins ouvriers en Saxe »¹⁸.

L'entrée dans l'ère de la commémoration pourrait marquer le passage de l'époque de la mémoire communicative à celle de la mémoire culturelle. Cependant, à l'heure actuelle, aucun jardinier n'est disposé à abandonner son jardin pour d'autres raisons que l'âge et l'état de santé. « *Jusqu'à ce que la mort nous sépare* », m'écrivait l'un d'entre eux. Les jardins sont encore les traces vivantes d'une classe ouvrière consciente d'une tradition, dont la place est de la plus en plus réduite, alors qu'en Allemagne de l'Est la couche ouvrière majoritaire se caractérise par l'abandon des traditions ouvrières et une précarité croissante. En cela l'exemple des jardins ouvriers est-allemands illustre les analyses actuelles de l'évolution de la société est-allemande qui mettent en relief la réduction progressive du milieu ouvrier traditionnel, dont la part a été divisée par deux au cours des vingt dernières années (de 27 à 15%), au profit du milieu emblématique de ce que Michael Hofmann et Dieter Rink nomment « la société du travail occasionnel » (« gelegentlich arbeitender Gesellschaft »)¹⁹. En effet, le jardin ne correspond plus aux attentes des « matérialistes consommateurs » et en partie seulement à celles des « hédonistes » du milieu ouvrier qui seraient dorénavant majoritaires dans ce milieu.

¹⁷ « Aktuelle Probleme und Erfahrungen in der Geschichtsaufarbeitung und Traditionspflege im Kleingartenwesen », in : *Der Schrebergärtner, Jahrbuch zur Geschichte des Kleingartenwesens in Sachsen*, Band 3, Dresden/Leipzig, 2003.

¹⁸ C'est par exemple le cas du numéro de 2010 qui traite des rapports entre jardins ouvriers et mouvement pour la médecine naturelle. *Der Schrebergärtner, Jahrbuch zur Geschichte des Kleingartenwesens in Sachsen*, Band 10, Landesverband der Kleingärtner e.V., Dresden/Leipzig 2010, 112 p.

¹⁹ *Vom Arbeiterstaat zur de-klassierten Gesellschaft? Ostdeutsche Arbeitermilieus zwischen Auflösung und Aufmüpfigkeit* (gemeinsam mit Dieter Rink), in: Bremer, Helmut; Lange-Vester, Andrea (Hg.): *Soziale Milieus und Wandel der Sozialstruktur*, Wiesbaden 2006, S. 262-294